

# Le micro tendu et la conscience citoyenne

ANDRÉ DU BUS

*Député bruxellois et à la Fédération  
Wallonie-Bruxelles (cdH)*

**L**a marche du monde ne connaît aucun frein. Chaque journée est porteuse à la fois d'espérance et de désolation. Entre ces deux extrêmes vient se loger l'urgence d'une question partagée par tous ceux qui refusent le fatalisme: comment susciter l'émergence d'une nouvelle conscience citoyenne, porteuse de valeurs communes, rassemblant les pans les plus épars de nos populations multiples et éclatées?

Question aussi complexe que fondamentale, qui donne lieu à des initiatives diverses et propres à chaque institution, responsabilisant et impliquant toujours plus le citoyen. L'Éducation lance ses cours de citoyenneté, le monde médical rend le dossier médical toujours plus accessible au patient, la Justice multiplie les formules de médiation, le politique renforce les processus de démocratie participative... et les médias tendent de plus en plus leur micro aux citoyens qui deviennent acteurs de l'actu. Tout cela avec plus ou moins de succès. Normal. Certaines initiatives sont-elles contre-productives? Renforcent-elles le populisme ambiant? La question mérite d'être posée. En l'occurrence à propos de certaines émissions radio.

C'est dans ce contexte spécifique, et sur des sujets particulièrement clivant (par exemple la décision du secrétaire d'État Theo Francken de ne pas appliquer la décision de Justice à propos des demandeurs d'asile) que la parole du citoyen rendue publique par médias interposés prend un sens particulier.

Car, répondant au principe de l'éducation par les pairs, le micro tendu aux citoyens est porteur de vérités a priori déjà partagées. C'est toute la dynamique de l'émission «*C'est vous qui le dites*» sur Vivacité, une émission précisément bâtie sur l'opinion des auditeurs, à propos de sujets chauds.

## Carence journalistique

Une émission pleine de rebonds, mêlant les genres entre animateur radio et les journalistes présents, censés cautionner les enjeux en donnant leur avis d'expert. Après une heure et demie d'audition d'une de ces émissions dont la partie la plus importante fut consacrée aux réactions à la

décision du secrétaire d'État, je suis resté stupéfait par l'impression générale qui se dégageait de la formule d'animation: la population soutient massivement Theo Francken dans son refus d'obtempérer à une décision de Justice.

Soit. Je prends donc bien conscience de cette réalité. Mais pourquoi l'émission reste-t-elle brute de décoffrage, sans aucun décryptage, malgré la mise en perspective intéressante des journalistes en début d'émission? Selon moi, cette carence journalistique rapproche cette démarche davantage d'un accélérateur de populisme que d'une mission de service public, censée susciter la réflexion en éclairant l'auditeur sur les enjeux en présence.

Alors, mon propos n'est pas de dire que cette émission de Vivacité est dénuée d'intérêt ni qu'elle est exemplative des nombreuses émissions qui donnent la parole au public, mais elle illustre – à mon sens – les risques d'instrumentalisation que génère ce type de formule.

On connaît par ailleurs les choix difficiles auxquels se trouve confrontée une chaîne publique: maintenir des parts d'audience sans tomber dans le populisme en assurant une programmation à la fois divertissante, intéressante et instructive; s'adapter aux nouvelles technologies en investissant dans les réseaux sociaux tout en ne succombant pas à la logique de l'information simpliste et elliptique; assurer une représentation équilibrée de la diversité des courants d'opinions tout en ne tombant pas dans une forme de neutralité apa-

thique; faire montre d'une image dynamique en utilisant les codes d'une communication branchée tout en restant accessible à tous; tenir compte enfin d'un cadre budgétaire qui reste limité par l'apport de la dotation publique lié à un contrat de gestion et couplé aux recettes publicitaires.

Malgré toutes ces difficultés, nous pouvons nous enorgueillir de bénéficier d'une chaîne publique, la RTBF, dont la qualité de production est reconnue de façon unanime et sans équivoque. Tant sur le plan national qu'international. Nous en

sommes fiers. Mais la formule de «*C'est vous qui le dites*» pose question.

## À la limite de l'instrumentalisation

Il serait faux de considérer que la scène se résume à un acteur face à ses auditeurs. Entre les deux s'interpose le journaliste ou l'animateur radio, dont le rôle est fondamental. Il ne peut se contenter d'être le notaire du propos énoncé. Il pose la question, il abrège, il demande une précision, il renvoie la balle, il résume et il retient l'une ou l'autre idée de façon à relancer le débat, la réflexion.

Bref, celui qui gère le micro détient un pouvoir d'orientation et d'influence déterminant, à la limite de l'instrumentalisation. Car le journaliste ou l'animateur radio a aussi son opinion. En professionnel qu'il est, sa tâche tient précisément à garder celle-ci entre parenthèses afin de servir au mieux l'intérêt de la réflexion.

Cependant, conscient aussi de l'importance de l'enjeu, la tentation peut être parfois grande de faire place aux thèses qui rentrent en convergence avec ses convictions. Surtout si le bon mot est au rendez-vous... Mais le bon mot et le micro tendu suffisent-ils à renforcer la conscience citoyenne?